



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Lundi 8 avril 2024

Politique étrangère et européenne .....	2
Le président Stubb s'est entretenu avec le président Macron .....	2
Le président Stubb à Bruxelles.....	2
Interview d'Alexander Stubb : Nous sommes déjà au cœur de l'OTAN .....	2
Le Comité interministériel de politique européenne a discuté des engagements de l'UE en matière de sécurité envers l'Ukraine.....	3
L'Ambassadeur de Russie critique les dirigeants finlandais .....	3
Frontière.....	4
La frontière orientale de la Finlande restera fermée jusqu'à nouvel ordre.....	4
Le Président et le Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité ont discuté de la situation à la frontière orientale de la Finlande .....	4
Editorial.....	5
La Russie contraint la Finlande à faire des choix difficiles.....	5
Nouveau revers pour la « loi de renvoi » du gouvernement suite à une décision de la Cour européenne des droits de l'homme .....	5
Politique intérieure.....	6
Interview du Premier ministre Petteri Orpo .....	6
Mauvaise ambiance dans la commission chargée de la préparation de la législation sur la paix sociale .....	7
La commission des lois constitutionnelles demande des modifications au projet sur la législation sur la paix sociale .....	7
Fonction publique .....	7
Le Président du groupe parlementaire des Vrais Finlandais Jani Mäkelä exige qu'un haut fonctionnaire "change d'attitude" - Matti Vanhanen critique des pressions .....	7

## **Politique étrangère et européenne**

### **Le président Stubb s'est entretenu avec le président Macron**

Le Président de la République de Finlande Alexander Stubb a eu un entretien téléphonique avec le Président de la République française Emmanuel Macron jeudi 4 avril 2024.

Les présidents ont discuté des questions d'actualité concernant l'OTAN, de la coopération en matière de défense entre la Finlande et la France, des relations bilatérales entre les deux pays et de la situation en Ukraine. Les présidents ont souligné ensemble la nécessité de maintenir un soutien fort et uni à l'Ukraine.

Le président Stubb a déclaré que la France était un allié important de la Finlande sur les plans économique, politique et de sécurité et qu'il espérait approfondir la coopération entre la Finlande et la France à plusieurs niveaux.

<https://www.presidentti.fi/en/president-stubb-speaks-with-president-of-france-macron/>

### **Le président Stubb à Bruxelles**

Le président Stubb se rendra à Bruxelles les 9 et 10 avril 2024.

Le président Stubb rencontrera le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, le premier ministre belge Alexander De Croo, la présidente du Parlement européen Roberta Metsola, le président du Conseil européen Charles Michel, le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne Josep Borrell. Le programme comprendra également une rencontre avec la commissaire européenne chargée des partenariats internationaux, Jutta Urpilainen.

Le but de la visite est de discuter, entre autres, de questions d'actualité, de questions de politique de sécurité et de défense, de la situation en Ukraine et du prochain sommet de l'OTAN à Washington.

Le président Stubb prononcera également un discours sur la nouvelle ère de la défense lors d'un débat qui se tiendra au sein du groupe de réflexion *Friends of Europe*.

Il s'agit de la première visite de travail du président Stubb en Belgique. L'ancien président de la République Sauli Niinistö a effectué sa dernière visite en Belgique en avril 2023 pour assister à la cérémonie marquant l'adhésion de la Finlande à l'OTAN.

<https://www.presidentti.fi/en/president-stubb-to-brussels/>

### **Interview d'Alexander Stubb : Nous sommes déjà au cœur de l'OTAN**

A Yle samedi, Alexander Stubb a donné sa première grande interview en tant que Président de la République. Les sujets abordés ont été le rôle de la Finlande dans l'OTAN et le soutien à l'Ukraine.

#### **Le rôle actuel du président fonctionne bien**

Selon la Constitution finlandaise, le président dirige la politique étrangère et de sécurité en coopération avec le gouvernement. L'ancien ambassadeur de Moscou Hannu Himanen voudrait changer le rôle du président en un rôle purement représentatif. « J'ai une opinion légèrement différente à ce sujet », déclare Stubb. « Nous sommes un petit pays et la politique étrangère est une question existentielle pour nous. Il est utile d'avoir un acteur qui peut rassembler tout le monde. En tant que petite nation, nous devons travailler ensemble », déclare Stubb.

#### **Poutine agit sans pitié**

Poutine utilise la population comme instrument de guerre, ce qui est cynique, impitoyable et répréhensible. D'un autre côté, la Russie craint que les hommes russes ne traversent notre frontière pour rejoindre l'armée, déclare le président.

#### **La Finlande continue de soutenir l'Ukraine**

La Finlande et l'Ukraine signent un accord bilatéral de sécurité pour dix ans. Cet accord s'inscrit dans le cadre du processus d'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN, et 32 pays au total concluront un accord similaire, a déclaré le Président. La Finlande a soutenu l'Ukraine avec près de trois milliards d'euros et nous continuerons à jouer notre rôle, a déclaré le Président.

**« Nous sommes déjà au cœur de l'OTAN »**

La Finlande a pris soin de sa propre défense et les dépenses de défense sont au niveau requis. En raison de la solidité de notre défense et de notre situation géographique, nous sommes un pays stratégiquement très important pour l'OTAN, a déclaré Stubb. Le rôle de la Finlande au sein de l'OTAN doit être constructif et fiable.

#### **La Suède et les États-Unis sont les partenaires clés**

Outre l'UE, les relations bilatérales avec les pays tels que la Suède et les États-Unis sont importantes. Cependant, la Finlande devrait également développer des relations avec la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, selon le Président.

#### **La politique étrangère doit disposer de latitude suffisante pour évoluer**

La politique étrangère finlandaise repose sur des valeurs telles que les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Néanmoins, par exemple, le changement climatique n'est pas un problème qui ne peut être résolu qu'avec des pays partageant les mêmes idées. C'est une réalité que nous devons également coopérer avec des pays avec lesquels nous ne partageons pas une base de valeurs commune. Il faut donc disposer d'une latitude suffisante en matière de politique étrangère, déclare le Président.

Le début de sa présidence a été bon, déclare Stubb.

Yle

#### ***Le Comité interministériel de politique européenne a discuté des engagements de l'UE en matière de sécurité envers l'Ukraine***

Lors de sa réunion du vendredi 5 avril, le comité interministériel de politique européenne a discuté de la proposition relative aux engagements de sécurité de l'UE envers l'Ukraine. Le Comité a également discuté de la proposition de déclaration sur les droits sociaux et a exposé les positions de la Finlande pour les trois prochaines réunions du Conseil.

Le Comité a exposé la position de la Finlande sur la proposition du 19 mars du Service pour l'action extérieure concernant les engagements de sécurité de l'UE envers l'Ukraine. Les engagements de l'UE reposeraient en grande partie sur le maintien du soutien existant de l'UE et complèteraient les engagements bilatéraux de sécurité des États membres envers l'Ukraine. La Finlande souhaite voir des progrès rapides dans les négociations et l'adoption des engagements en matière de sécurité. De l'avis de la Finlande, les formes de soutien proposées constituent un point de départ approprié pour la poursuite des travaux. La Finlande est ouverte aux formes de soutien proposées et au développement de mesures connexes. La Finlande est fortement favorable à l'utilisation de la Facilité européenne de soutien à la paix pour soutenir l'Ukraine et à la contribution de capitaux supplémentaires au fonds à cette fin. La Finlande est ouverte à diverses solutions de financement pour soutenir l'Ukraine. La Finlande évaluera chaque initiative et ses impacts séparément.

Le Comité a également convenu que la Finlande pourrait adopter le projet de déclaration des institutions de l'UE sur l'avenir du socle européen des droits sociaux. La déclaration doit être signée lors de la Conférence de haut niveau sur le socle européen des droits sociaux qui se tiendra les 15 et 16 avril en Belgique.

[https://valtioneuvosto.fi/-/10616/eu-ministerivaliokunnassa-eu-n-turvallisuussitoumukset-ukrainalle-1?languageId=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/10616/eu-ministerivaliokunnassa-eu-n-turvallisuussitoumukset-ukrainalle-1?languageId=en_US)

#### ***L'Ambassadeur de Russie critique les dirigeants finlandais***

L'ambassadeur de Russie en Finlande, Pavel Kuznetsov, a commenté les relations finno-russes dans une interview publiée samedi par l'agence de presse Tass, affirmant qu'il n'y aurait pas de retour à l'ancienne forme de coopération puisque la Finlande a rejoint "l'alliance militaire agressive" ou l'OTAN.

Dans l'interview, Kouznetsov laisse entendre que la Finlande n'est plus en mesure de prendre des décisions indépendantes concernant sa politique étrangère, mais que le pays suit la politique russe déterminée par Washington et Bruxelles.

L'interview de Kouznetsov publiée par Tass est peut-être liée à l'anniversaire de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN.

Dans l'interview, Kouznetsov souligne le rôle important de la Finlande dans le soutien à l'Ukraine et la nécessité pour la Russie de riposter si des armes nucléaires de l'OTAN étaient placées sur le sol finlandais.

Kouznetsov a également accusé les dirigeants politiques finlandais d'avoir presque complètement mis fin à la coopération. Selon lui, la coopération existe désormais entre les ministères des Affaires étrangères et les ambassades et entre certaines agences comme les services de sécurité pour résoudre des problèmes pratiques.

Cependant, l'ambassadeur estime que les relations entre les pays voisins peuvent toujours être rétablies, mais que cela pourrait prendre plus de temps qu'ils ne le souhaiteraient.

HS

## **Frontière**

### ***La frontière orientale de la Finlande restera fermée jusqu'à nouvel ordre***

Le gouvernement a décidé que les points de passage frontaliers terrestres entre la Finlande et la Russie resteraient fermés à partir du 15 avril 2024. En outre, les points de passage frontaliers pour le trafic maritime de Haapasaari, du port de Nuijamaa et de Santio seront fermés à la navigation de plaisance à partir du 15 avril. La décision restera en vigueur jusqu'à nouvel ordre, mais pas plus longtemps que nécessaire.

En fermant les points de passage frontaliers du trafic maritime à la navigation de plaisance, le gouvernement se prépare à la possibilité, à mesure que le printemps avance, que la migration instrumentalisée s'étende au trafic maritime, ce qui serait dangereux pour les personnes cherchant à entrer en Finlande et pèserait sur les services finlandais de recherche et sauvetage en mer.

À partir du 15 avril 2024, il ne sera possible de déposer une demande de protection internationale qu'à d'autres points de passage frontaliers pour le trafic maritime et aux points de passage frontaliers pour le trafic aérien.

D'après les informations fournies par les pouvoirs publics, le risque de reprise et d'expansion de la migration instrumentalisée comme vu précédemment reste probable. Si le phénomène devait se poursuivre, il constituerait une menace sérieuse pour la sécurité nationale et l'ordre public de la Finlande.

« Les autorités finlandaises considèrent qu'il s'agit d'une situation de long terme. Nous n'avons rien vu ce printemps qui nous permettrait de conclure que la situation a changé de manière significative. En outre, le printemps offrira l'occasion d'exercer davantage de pression sur la Finlande. Il y a des centaines, voire des milliers de personnes près de la frontière finlandaise, du côté russe, qui pourraient être instrumentalisées contre la Finlande », a déclaré la ministre de l'Intérieur Mari Rantanen.

La migration instrumentalisée est un moyen par lequel la Russie peut faire pression et affecter la sécurité et la stabilité de la Finlande et de l'UE. Le ministère de l'Intérieur, en collaboration avec d'autres ministères, étudie des moyens alternatifs pour mettre fin à ce phénomène.

Une loi relative aux mesures de lutte contre les migrations instrumentalisées est en cours d'élaboration. La loi prévoirait des dispositions sur les conditions dans lesquelles le gouvernement pourrait décider de restreindre la réception des demandes de protection internationale dans une zone limitée à la frontière nationale de la Finlande et à proximité immédiate. Le cycle de consultation sur la loi est terminé et un projet de loi sera soumis au Parlement dès que possible.

<https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/suomen-itaraja-pysyy-kiinni-toistaiseksi?languageld=en> US

### ***Le Président et le Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité ont discuté de la situation à la frontière orientale de la Finlande***

Vendredi 5 avril, le Président de la République et le Comité interministériel de la politique étrangère et de sécurité ont discuté de la situation sécuritaire à la frontière orientale de la Finlande. En outre, le Président et le Comité ont été informés de l'état des préparatifs du projet de loi sur les mesures temporaires de lutte contre la migration instrumentalisée.

<https://valtioneuvosto.fi/-/10616/tp-utva-ssa-esilla-itarajan-turvallisuustilanne?languageld=en> US

## **Editorial**

### ***La Russie contraint la Finlande à faire des choix difficiles***

Le gouvernement a décidé jeudi de maintenir fermés pour le moment les postes-frontières situés à la frontière orientale. Ce qui est nouveau dans la décision du gouvernement jeudi, c'est que la menace de l'immigration clandestine s'est étendue à la frontière maritime. Le gouvernement a également fermé les points de passage frontaliers de Haapasaari, de Nuijamaa et de Santio au trafic de bateaux de plaisance, afin qu'il n'y ait aucune tentative de transport de demandeurs d'asile vers la Finlande par bateau.

Le maintien de la frontière est justifié. La Russie a respecté la décision de la Finlande de fermer les postes frontières et n'a pas autorisé un grand nombre de personnes à tenter de franchir la frontière terrestre vers la Finlande. La situation peut encore changer, même si autoriser les migrants à franchir la frontière n'est pas sans risque pour la Russie. Après l'attentat terroriste de Moscou, la Russie a expulsé des immigrants de son territoire, ce qui peut être une bonne nouvelle pour la Finlande.

Le gouvernement a entre les mains un projet juridique visant à garantir que les immigrants aspirant à venir en Finlande puissent être renvoyés en Russie sans avoir de possibilité de procédure d'asile. Les mesures présentées sont en conflit avec la constitution et les engagements internationaux. Le projet de loi viole par exemple l'interdiction absolue de renvoi.

Les avis sur le projet de loi montrent à quel genre de casse-tête le gouvernement est confronté avec son projet de loi. Dans son avis, le ministère des Affaires étrangères affirme d'une part que l'immigration instrumentalisée constitue une réelle menace sécuritaire à laquelle il faut faire face. Il ajoute d'autre part que garantir un ordre international fondé sur des règles est également dans l'intérêt de la sécurité nationale. "Les moyens utilisés doivent être conformes à la Constitution finlandaise, aux accords internationaux liant la Finlande et à la législation de l'UE, ainsi qu'aux conditions fixées par la jurisprudence."

Ce problème ne peut pas être résolu par une solution miracle en violant la constitution ou en espérant que la loi reste inappliquée dans un tiroir et agisse comme une mesure préventive. La migration instrumentalisée est contrôlée par les autorités russes. Le succès d'un renvoi rapide nécessiterait que la Russie reprenne les migrants. La Finlande ne devrait pas créer de camps de migrants dans un no-man's land à sa frontière.

Il faut néanmoins être capable de gérer la frontière et la Russie contraint la Finlande à faire des choix difficiles. Mais qu'il y ait ou non une loi de renvoi, des demandeurs d'asile pourront venir par la frontière orientale, et la Russie dispose de bien d'autres moyens pour créer l'insécurité en Finlande. La Finlande devrait rechercher le soutien d'autres pays pour des actions communes et également pour déterminer si l'interdiction de retour s'applique à l'entrée instrumentalisée.

HS

### ***Nouveau revers pour la « loi de renvoi » du gouvernement suite à une décision de la Cour européenne des droits de l'homme***

Selon des juristes, la nouvelle décision de la Cour européenne des droits de l'homme montre une fois de plus que le projet de loi du gouvernement visant à lutter contre l'immigration instrumentalisée va à l'encontre des obligations de la Finlande en matière de droits de l'homme.

La Cour européenne des droits de l'homme a jugé jeudi que les gardes-frontières polonais avaient violé la Convention européenne des droits de l'homme en refusant d'accepter les demandes de protection internationale de Tadjiks venaient en Pologne depuis l'Ukraine.

Les Tadjiks ont été renvoyés de Pologne vers l'Ukraine sans examen individuel de leurs demandes, et les gardes-frontières polonais n'ont pas évalué si l'Ukraine était un pays sûr pour ces demandeurs d'asile.

C'est pourquoi la Pologne a violé l'interdiction du refoulement inscrite dans la Convention des droits de l'homme.

En outre, la Pologne a violé l'interdiction d'expulsions collectives d'étrangers et le droit à un recours effectif prévu par la Convention européenne des droits de l'homme.

Cela signifie que chacun doit avoir la possibilité de soumettre à un tribunal national une décision d'une autorité qui restreint ses droits ou libertés.

La Cour des droits de l'homme a ordonné à l'État polonais de verser à chacun des quatre plaignants 13 000 euros en compensation pour la violation des droits de l'homme.

Selon Tuomas Ojanen, professeur de droit constitutionnel à l'Université d'Helsinki, il n'y a vraiment rien de nouveau dans la nouvelle décision de la Cour des droits de l'homme. Elle confirme essentiellement les décisions antérieures du tribunal.

"Par conséquent, la décision ne donne aucune raison d'évaluer d'une autre manière la relation entre le projet de loi dit de renvoi et la Convention européenne des droits de l'homme, mais le projet de loi est toujours en conflit avec l'interdiction du refoulement garantie dans l'accord. En outre, le projet de loi pourrait conduire à une violation de l'interdiction des expulsions massives garantie par la Convention des droits de l'homme. »

De l'avis de plusieurs juristes et autorités, le projet de loi constitue une violation flagrante des obligations internationales en matière de droits de l'homme juridiquement contraignantes pour la Finlande.

"Bien que la nouvelle décision de la Cour européenne des droits de l'homme ne traite pas de la lutte contre l'immigration instrumentalisée, elle confirme une fois de plus les mêmes obligations juridiquement inconditionnelles auxquelles, selon le HCR, on ne peut déroger en invoquant l'immigration instrumentalisée", déclare Kaarlo Tuori, professeur émérite de droit et président honoraire de la prestigieuse Commission de Venise.

Le projet de loi du gouvernement a également été remarqué à l'étranger. Le Frankfurter Allgemeine Zeitung a écrit vendredi un article sur ce projet du gouvernement finlandais sous le titre "Une loi qui violerait la justice".

Elina Pirjatanniemi, professeure de droit international d'Åbo Akademi, souligne que dans sa nouvelle décision, la Cour européenne des droits de l'homme, comme dans ses décisions précédentes, met fortement l'accent sur les procédures qui doivent être suivies dans le traitement des demandes d'asile afin de ne pas violer l'interdiction du refoulement.

"La Cour souligne qu'en raison du poids élevé de l'interdiction de non-refoulement, le traitement des demandes d'asile doit être minutieux. Chacun doit disposer d'un moyen efficace de protection juridique et les demandes d'asile doivent être traitées individuellement de manière à ce que la menace d'un retour en chaîne soit également prise en compte dans leur évaluation."

Le retour en chaîne signifie le renvoi de personnes vers un État qui pourrait les renvoyer ensuite vers des pays où le demandeur d'asile risquerait d'être persécuté, d'autres traitements inhumains ou la torture. "Dans sa législation nationale, même en vertu de la loi d'exception, la Finlande ne peut manquer de respecter ses obligations internationales en matière de droits de l'homme", déclare Pirjatanniemi.

HS

## ***Politique intérieure***

### ***Interview du Premier ministre Petteri Orpo***

Le Premier ministre Petteri Orpo a accordé un interview radiophonique à Yle. Il a répondu aux questions sur les sujets d'actualité comme la législation sur la paix sociale, la frontière orientale et le cadrage budgétaire.

Concernant l'adhésion à l'OTAN, Orpo relève que la Finlande développe sa participation pas par pas, et que le gouvernement ne voit pas de nécessité de changer la législation de façon à permettre le transit d'armes nucléaires par le territoire finlandais. Les questions liées aux armes nucléaires ne relèvent, selon lui, d'aucune préparation active.

Selon Orpo, la situation à la frontière orientale de la Finlande n'a pas changé et de ce fait le gouvernement a pris la décision de poursuivre la fermeture.

Il relève que l'objectif du gouvernement est de terminer d'ici mi-avril le projet de loi dit de renvoi en préparation.

Concernant la paix sociale, et la législation en cours de préparation, Orpo indique que le gouvernement a abandonné son objectif sur une entrée en vigueur des nouvelles lois pour le 1<sup>er</sup> mai. Orpo dit que l'entrée en vigueur ce jour très symbolique aurait constitué une provocation inutile.

Les négociations sur le cadrage budgétaire pluriannuel commenceront cette semaine et, selon Orpo, toutes les mesures potentielles d'ajustement budgétaire seront évoquées, y compris concernant les retraites. Contrairement à Purra, qui a dit dans une interview d'Ilta-lehti, qu'il serait indispensable d'augmenter l'âge de la retraite, Orpo l'exclut.

Selon lui, le gouvernement se concentrera sur la fiscalité de la consommation et les impôts indirects. Toucher à la fiscalité des revenus salariaux ou des entreprises lui semble moins judicieux. En revanche, augmenter le taux de la TVA n'est pas exclu.

Concernant l'immigration liée au travail, Orpo indique que le gouvernement souhaite favoriser l'entrée en Finlande de personnes qualifiées. Selon lui, la Finlande reste très ouverte quant à l'immigration professionnelle et souligne que les attitudes réticentes en la matière ne soutiennent pas l'évolution économique de la Finlande.

Yle, HS/dim/A12, lun/A11

### ***Mauvaise ambiance dans la commission chargée de la préparation de la législation sur la paix sociale***

Les membres représentant des partis de l'opposition dans la commission de la vie professionnelle et de l'égalité rendent compte de la mauvaise ambiance qui ronge la confiance. Selon les membres représentant l'opposition, le gouvernement s'efforce de précipiter l'entrée en vigueur des lois sur la paix sociale, alors que la présidente de la commission, Saara-Sofia Sirén (Coalition nationale) dément toute précipitation.

La commission était en désaccord sur l'opportunité de continuer à entendre des experts, mais a pris, vendredi, une décision favorable à la poursuite des auditions.

HS/sam/A6

### ***La commission des lois constitutionnelles demande des modifications au projet sur la législation sur la paix sociale***

La commission des lois constitutionnelles a donné son avis sur le projet de loi sur la paix sociale et considère qu'il ne contrevient pas au contenu essentiel du droit de grève.

Des précisions seront néanmoins nécessaires, concernant notamment les amendes individuelles pour les grévistes, ainsi que la définition d'une grève politique et de grève de solidarité.

La position de la commission n'était pas unanime car les membres représentant le PSD, les Verts et l'Alliance des gauches ont déposé un avis divergent demandant plus de précision et d'exactitude.

HS/sam/A6

## ***Fonction publique***

### ***Le Président du groupe parlementaire des Vrais Finlandais Jani Mäkelä exige qu'un haut fonctionnaire "change d'attitude" - Matti Vanhanen critique des pressions***

Jani Mäkelä, président du groupe parlementaire des Vrais Finlandais, a critiqué le directeur général du ministère des Finances, Mikko Spolander, qui, dans une interview à Ilta-lehti, a présenté l'augmentation de l'immigration comme une solution aux problèmes de la Finlande. Selon Spolander, il est difficile de voir une autre manière de sauver les finances publiques que d'augmenter l'immigration.

Dans son message sur X, Mäkelä a commenté l'entretien de Spolander : "Ce n'est pas facile lorsque les fonctionnaires responsables ont de telles opinions, qui ne font pas avancer les choses, mais constituent un obstacle. Il est temps de changer d'attitude, exécution !", a écrit Mäkelä.

L'ancien Premier ministre et président du parlement Matti Vanhanen pense que Mäkelä a indirectement fait pression sur le fonctionnaire en le menaçant de perdre son travail.

"Le mandat du fonctionnaire critiqué par Mäkelä prendra fin, à moins qu'il ne soit à nouveau nommé, au cours de cette législature. La nomination est présentée par la ministre des Finances [Riikka Purra], qui est la présidente des Vrais Finlandais. Ce type de pression présente un caractère intolérable et ne convient pas du tout à l'administration finlandaise", a écrit Vanhanen. Au cours de sa longue carrière, Vanhanen a été Premier ministre et en 2020-2021, ministre des Finances.

Mäkelä déclare qu'en tant qu'ancien député, Vanhase a le droit d'exprimer publiquement ses opinions, tout comme il l'a lui-même en tant que député actuel. "Mon intention était de présenter la vision que j'ai, et je la défends. Il y a une immigration qui est positive pour l'économie finlandaise, mais il y a surtout une immigration qui est négative pour l'économie", explique Mäkelä.

Le message visait-il à faire pression sur le fonctionnaire ?

"Mon intention était de dire ce que j'ai dit. Je ne suis pas responsable des interprétations qu'en font nos opposants politiques", répond Mäkelä.

HS